De la recherche en communication : matérialité, critique et idéologie(s)

On Research in Communication: Materialism, Critique and Ideologies

David Douyère

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10461>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10461

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2016

Pagination : 195-221

ISBN : 9782814302839

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

David Douyère, « De la recherche en communication : matérialité, critique et idéologie(s) », *Questions de communication* [En ligne], 29 | 2016, mis en ligne le 30 juin 2018, consulté le 01 août 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10461> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10461>

DAVID DOUYÈRE

Pratiques et ressources de l'information et des médiations

Université François-Rabelais, Tours

F- 37082

david.douyere@univ-tours.fr

DE LA RECHERCHE EN COMMUNICATION : MATÉRIALITÉ, CRITIQUE ET IDÉOLOGIE(S)

Résumé. — La recherche sur l'information et la communication a tout intérêt à considérer les dispositifs matériels, et à engager une approche critique à l'égard de la façon dont les pouvoirs se servent de la communication, sous ses différentes formes. La recherche permet de mettre à jour les idéologies sous-jacentes, y compris celle qui enserme le chercheur. S'en déprendre totalement est impossible. Faut-il pour autant réactiver et affirmer une perspective matérialiste critique ? L'article tentera de montrer qu'il est possible d'exercer une liberté critique de la recherche en communication, qui ne l'assigne ni à une croyance ni à un dogme ni à une histoire, et lui permette d'être mobile. La place de l'institution universitaire et disciplinaire sera également reconsidérée, non comme un carcan étouffant la pensée et un signe de morbidité, mais comme un espace professionnel au sein duquel une respiration est possible, accueillant l'extérieur, de façon ouverte. Ce dialogue avec l'article « Du matérialisme comme *principium* d'un agenda de recherche critique en communication » de Fabien Granjon (2015) entend donc préciser ce que sont, à notre sens, les sciences de l'information et de la communication, et de quelle manière nous pouvons les travailler, librement.

Mots clés. — sciences de l'information et de la communication, critique, idéologie, totalité, *praxis*, émancipation, recherche

La diversité des positions de recherche disponibles pour les travaux élaborés dans le champ des sciences de l'information et de la communication (sic), notamment dans une perspective critique, ferait aisément perdre son latin. Faut-il cependant (se) donner un principe à la recherche menée sur les phénomènes d'information et de communication, inséparablement liés, et toujours liés à des enjeux sociaux et politiques ? Ne serait-ce pas *a contrario* une absence de principe qu'il faudrait adopter ; se tenant à l'écoute des terrains, textes, images et situations, cherchant à les corréler et éventuellement à les interpréter ensuite, s'efforçant de repérer les organisations et les tensions à l'œuvre ? Ne s'agit-il pas d'abord d'entendre, ce qui vient, ne vient pas, ne vient plus, de voir ce que cela forme, ou non, de communication ? Ou bien faudrait-il informer, au sens kantien, la recherche d'une orientation préalable qui trouverait sa persistance dans la traversée de matériaux dont elle sait d'avance comment les entendre ? Faut-il qu'une rhétorique scientifique (et politique) se forme, *in principio*, ou *ab principio*, reconduisant une œuvre fondatrice, et traverse la réalité du travail de recherche, le transformant ainsi ? Nous n'en sommes pas convaincu. Il nous semble plutôt (Douyère, Le Marec, 2014) que la position du chercheur est celle de l'écoute, sans autre principe que l'altérité de celui qui « communique » et informe, ou non. La recherche en communication serait donc une disponibilité à l'altérité et à l'altérisation (sa propre transformation en d'autres choses) plus que l'application d'une méthode ou d'un système. Ou plutôt : les outils conçus et mis à disposition doivent être ceux qui favorisent la réception, l'écoute, la lecture et l'interprétation des phénomènes informationnels afin de saisir leur dimension sociale, politique, historique et spatiale, en prenant en compte forces et oppositions qui traversent ces dimensions. Parmi eux, l'attention portée à la matérialité des phénomènes est essentielle. Faut-il pour autant parler de « matérialisme » ? S'il s'agit d'un principe philosophique, oui, naturellement.

Y a-t-il toutefois vraiment une recherche spiritualiste en sciences de l'information et de la communication, comme il y eut jadis une philosophie spiritualiste – avec Louis Lavelle (1883-1951) et René Le Senne (1882-1954) ? Rien n'est moins certain, sauf peut-être à voir une telle coloration dans les approches idéalisatrices des réseaux et de l'interconnexion des intelligences, qui négligent à la fois la matérialité des réseaux techniques et de la communication, en quelque sorte spiritualisée, c'est-à-dire abstraite (Musso, 1997). Ce « matérialisme » en recherche est de fait assez banal. C'est l'approche spiritualiste, en un sens, qui le serait beaucoup moins, et pourrait paraître innover ; si elle se montrait sensible à l'« esprit » des communications, ce qu'elles incarnent (Cooren, 2010), font exister et apparaître. La production d'esprit dans et par la communication reste la question majeure, que ni l'analyse de conversation, ni l'analyse des usages techniques, ni l'analyse sémiologique des images ne permettent de comprendre et de traiter. C'est donc une approche spiritualiste qu'il faudrait concevoir ; mais à saisir la production matérielle de l'esprit, comme aurait dit le philosophe matérialiste idéologue Pierre Jean Georges Cabanis (1757-1808). La matière présente une piste certaine pour rencontrer la communication ou son absence, et voir comment « l'esprit » se produit, sans cependant qu'il s'agisse ici de « spiritualité »¹.

¹ Une certaine vulgate contemporaine post-religieuse désigne en effet par le terme *spiritualité* un ensemble de productions langagières et culturelles modernes vernissées de tradition et qui sont

Ce matérialisme peut être un principe de la recherche, si le *terminus ad quem* de celle-ci est l'esprit, qui fait (apparaître le) sens produit par les humains et leurs machines ancillaires. Mais, s'il s'agit d'un matérialisme dialectique, du matérialisme comme science, ou du nom savant (mais daté) du marxisme, il n'est pas certain que ce *corpus* contre-idéologique soit absolument nécessaire à la recherche, ou du moins à toute recherche, y compris critique. S'il convient, dans la recherche, et notamment en SIC, de faire vaciller le sens commun, de questionner les institutions et la formation des *habitus*, de faire apparaître les représentations, d'avoir en arrière fond l'idée ou l'image blanche d'autres mondes possibles, de critiquer la portée des organisations commerciales et de la transformation du monde qu'elles voudraient faire apparaître, voire, à la suite de Jean Baudrillard ou de Guy Debord, de mettre en question la falsification du monde que produit la communication, il ne s'agit pas nécessairement de rejoindre un *corpus* doctrinal pré-construit, et reconduit ou réitéré, dans la production de la recherche.

Une certaine candeur, ou un souvenir socratique, nous amène à penser que la recherche suppose une mise en cheminement, une mét-hode (Douyère, 2014b), c'est-à-dire un chemin, et donc un vide, une ignorance, que la théorie ne doit pas d'emblée remplir. Il faut, nous semble-t-il, avec Maud Mannoni (1979), tenir à distance la théorie, fût-elle juste. C'est, ici – si un pas de côté nous est permis –, un principe bouddhiste – pour se situer précisément entre matérialisme et spiritualisme –, qu'il faudrait presque appliquer : « Si tu rencontres le Bouddha, tue-le ! ». La théorie idéale, parfaite, est à éliminer ; elle est nécessairement une illusion. Partir sans théorie, ou avec une « théorie comme fiction » (Mannoni, 1979), provisoire, parce que l'on a toujours besoin de bagages avec soi, fussent-ils inadaptés et dussent-ils comporter des choses qui ne serviront pas, nous paraît préférable. Parce que nous avons aussi à nous méfier de la croyance, y compris de la nôtre, et notamment celle qui affecte nos relations avec des mots ou des personnes qui les ont forgés, croyance qui vient donner un statut, parer de réalité, certains termes et certaines approches, croyance qui fait ensuite *tourner* la recherche, à notre insu. Il y a, nous semble-t-il, quelque chose d'un peu fou dans la position du chercheur en sciences sociales de l'information et de la communication, notamment en ce qu'il doit se mettre à l'écart des croyances et des siennes propres, se décaler, se désinstaller de son siège. Ce qui explique peut-être que cette pratique convienne à quelques collègues fous, ou qu'elle invite d'autres à le devenir. Dédoublement réflexif de soi, distance vis-à-vis de la langue et de situations communicationnelles font du chercheur un « moi divisé » (Allen, 2015) – selon l'expression de Ronald D. Laing (1960) –, et divisant, semblable à celui qui « vient apporter le trouble » et donc critique. Se donner d'emblée un principe et une doctrine risque de conduire à l'illusion, ou à l'enfermement discursif et noétique.

Il est vrai que l'on peut être légitimement tenté de prendre part au combat contre les puissances matérielles, commerciales et financières, et contre les productions idéologiques qu'elles mettent en place, comme l'a bien repéré Armand Mattelart (2015a). À cette intense production idéologique, que charrient probablement les

des remèdes à vivre, des techniques rhétoriques, persuasives et physiques pour tenter d'échapper à la souffrance humaine (Sloterdijk, 2009), ce qui est difficile.

productions médiatiques et néo-médiatiques numériques, sous forme de médias à l'action et à la configuration individuelle, comme paramétrés pour qu'un sujet individuel s'en empare, qui *devient-média*, il convient sans doute de répondre par une production de recherche contre-idéologique, très utile et nécessaire, qui présente et propose *autre chose*. En ce sens, une recherche ouvertement idéologique et se présentant comme telle est utile ; elle n'est pas moins scientifique qu'une recherche qui, ou bien s'inscrit dans une idéologie qu'elle n'a su discerner ou mettre en cause (c'est le cas parfois en communication organisationnelle, par exemple), ou bien, mais c'est plus rare en sic – où le maquillage « de gauche » est de rigueur – qui se revendique d'une idéologie managériale ou capitaliste. Cependant, si ces combats de recherche critique sont utiles, la recherche en sic ne saurait se réduire tout entière à cela.

La recherche de terrain, d'écoute des situations et des proférations communicationnelles, d'observation des images et dispositifs, peut également se trouver encombrée ou plutôt entravée par la critique lorsque celle-ci prédit le sens ou entend contredire ou spécifier la position des acteurs. Elle obère en effet la « neutralité » provisoire ou le « blanc » construit artificiellement pour entendre ce qui vient. En ce sens, il y a alors un problème de compatibilité entre approche critique et enquête de terrain, en ce qu'il est difficile d'à la fois entendre, restituer, et simultanément contester (Trom, 2012). Cette incompatibilité peut se trouver levée quand l'enquête de terrain se trouve instrumentalisée au service d'une perspective critique, ou nourrit celle-ci : enquête auprès de personnes en souffrance ou opprimées, en attente d'une libération que la recherche envisage. Mais que faire lorsque l'on enquête auprès d'un dispositif qui pourrait être qualifié d'opresseur (ou de salubre) comme l'Église catholique ? Peut-on comprendre quelque chose à partir d'une simple position critique ? Un passage par la compréhension nous paraît heuristique, permettant ensuite d'adopter la position de son choix. Et cette co(m)-position à la place de l'autre nous paraît exclure la critique, à un moment ou dans un temps donné. Avec le risque qu'elle ne vienne jamais, évidemment.

Chemin(s)

Reprenons la piste que nous ouvre le texte de Fabien Granjon, « Du matérialisme comme *principium* d'un agenda de recherche critique en communication » (2015). Ce texte, qui reprend et prolonge sur un mode plus polémique un « codicille » antérieur (Granjon, 2014 b) très structuré, clair et documenté, indique une voie pour une approche critique en sic articulée à une praxis à visée transformatrice, sinon révolutionnaire, et l'appuie sur des textes d'Armand Mattelart de 1970 à 1986, de Lucien Goldmann, de Daniel Bensaïd, de Jean-Marie Brohm, de Franz Jakubowski, de Pierre Bourdieu, de Bernard Lahire, de Karl Marx, notamment. Quelques auteurs en sic sont cités là aussi à titre d'antithèse (Granjon, 2015 : note 5, 162, 164), parfois anonymement (où l'on croit bien reconnaître Bernard Miège), et globalement,

les sic, comme antérieurement (Granjon, 2014b), se trouvent récusées dans leur prétention à la singularité scientifique. La perspective s'inscrit dans la tradition (post) marxiste. Si un dialogue est possible avec ce texte – ce qui n'est pas certain, tant il érige et surplombe, affirme et oriente – il peut s'articuler autour de quelques points sur lesquels nous proposons de penser ici avec le lecteur : le rôle, l'objet et la visée des sic, le politique, la domination, l'idéologie dans la société et dans la science, la totalité, matérialité et matérialisme, la « politique de la pensée », l'émancipation, la division du travail de la recherche, le formatage disciplinaire académique et la *skholè*, la *praxis* révolutionnaire (l'adjectif n'est pas employé par l'auteur), la langue, l'exercice de la séduction radicale, l'archéologie. Cheminons donc entre ces cairns qui tracent le sentier réactivé du matérialisme dialectique pour les sic aujourd'hui, et voyons s'ils peuvent nous conduire plutôt ailleurs.

D'abord, d'emblée, comment définir « la communication », objet qu'une discipline, au grand dam de Fabien Granjon (2014b), se pose comme réel ? Le sociologue, professeur de sciences de l'information et de la communication à l'université Paris 8 – Vincennes à Saint-Denis, définit quant à lui, dans la tradition marxiste et critique², la communication comme « l'activité générale de production et de mise en circulation de personnes, de marchandises matérielles et de contenus symboliques » ; selon lui, elle « décrit un domaine extrêmement vaste de pratiques sociales s'appuyant sur des moyens de production de la communication (médiatiques et culturels pour faire court), lesquels sont ajustés au niveau de développement du mode de production [...] [...] la communication traverse tant la base que la superstructure » (Granjon, 2015 : 169). À nos yeux, cette définition est trop centrée sur l'analyse marxiste qu'elle ouvre, et pêche par le fait d'inclure la production et les marchandises ; nous lui préférons la définition, plus sobre et plus restreinte, mais tout de même large, qui la pose comme la production et la diffusion sociale de sens, par des dispositifs symboliques, dans une perspective marquée par l'altérité (Douyère, 2012), ce qui n'empêche en rien d'en saisir ensuite les dimensions sociales, économiques, politiques et idéologiques.

Que sont les sciences de l'information et de la communication ?

Sic : c'est ainsi, dit le latin. Il a dit *cela*. Les sciences de l'information et de la communication prennent acte de l'existence de phénomènes et de dispositifs d'information et de communication, de leur place dans la vie sociale, de leur fonction politique et organisationnelle, et s'efforcent de les étudier, cela dût-il faire d'elles des sciences « empiriques » (Granjon, 2014b). Elles attestent que quelque chose s'énonce, par des discours, des images, des rites et des signes, le langage, et le prennent pour matériau, avec diverses méthodes. Il y a un constat

² Cette tradition et cette définition sont représentées par exemple en sic par Y. de la Haye (1980, 1984).

de matérialité communicationnelle à l'origine des sic, une façon de *prendre acte* de la communication et de l'information. Ces disciplines sont donc, quelle que triviale que dussent paraître l'assertion, définies par leur objet, comme la botanique ou la minéralogie le sont par le leur – et non par une supposée « raison communicationnelle » comme l'estime Fabien Granjon, empruntant pour la détruire une expression de Bernard Miège. Ce n'est certes pas leur approche qui serait spécifiquement « info – communicationnelle » mais bien ce qu'elles étudient, et, partant, les dimensions info-communicationnelles (Miège, 2004) de la vie sociale qu'elles éclairent dans le lien que ces vecteurs de sens entretiennent avec le pouvoir, la relation, la construction de l'altérité, etc. Elles constituent une petite partie de l'investigation menée en sciences humaines et sociales (Granjon, 2014b), mais ne sauraient se dissoudre dans ces dernières, qui n'investiguent pas toujours les dimensions médiatiques, informationnelles, sémiologiques, de communication et de relation de façon précise, fine et motivée, alors qu'il serait bien sûr en leurs moyens de le faire. Question de tradition et de culture scientifique, sans doute.

Les sic ne sont pas le lieu institutionnel de repli dérisoire et supérieur de chercheurs qui ignoreraient la dimension sociale, le « *barnum* » (*sic*) et où l'on se satisferait d'un « brouet interdisciplinaire » ou « éclectique » (Granjon, 2014b : 323 ; Granjon, Sénécal, 2015 : 9), mais l'espace de travail, certes en partie « interdisciplinaire », de ceux qui veulent interroger plus spécifiquement les dimensions de médiation signifiante, d'information et de communication, les dimensions médiatiques et télécommunicationnelles pour éclairer certains phénomènes sociaux, techniques et culturels, et des enjeux de pouvoir, d'oppression ou d'émancipation, notamment. Si les phénomènes d'information et de communication sont présents partout, ces disciplines n'ont pas nécessairement pour autant construit une dimension totalisante³, et ne sont pas une science de la totalité, aucunement : ce sont plutôt nous semble-t-il des sciences du fragment (Angé, 2005 ; Douyère, 2012) et du disséminé, de la dissémination (Derrida, 1972), d'une totalité effectivement non saisie, insaisissable. Les sciences de l'information et de la communication sont à nos yeux (Douyère, 2014a) des sciences restreintes, limitées, partielles, qui apportent leur contribution, parmi d'autres, aux sciences sociales. Cette discipline ne doit pas s'inquiéter de son caractère restreint, ni chercher inutilement à embrasser la totalité ; fort heureusement, d'autres travaillent sur d'autres perspectives, qui peuvent se croiser et s'enrichir. Il y a sans doute une modestie à adopter dans le fait d'accepter la surface (et l'état) de sa maison, de son domaine disciplinaire. Une ambition du précis plus que de la totalisation, qu'envisage la critique qui, pour là encore paraphraser Jacques Lacan, se veut toute⁴. Pour suivre cette indication psychanalytique subreptice,

³ « Emportées par le désir de trouver l'improbable unité complexe de savoirs multiples et diasporés, ces vues de l'esprit [les sic] tendent à effectuer une dangereuse sur-simplificatrice réductrice au tout » (Granjon, 2015 : 161).

⁴ En effet « la critique porte l'exigence d'une *supradiscipline* » (Granjon, 2015 : 168) et « l'exigence du point de vue de la totalité concrète » (Granjon, 2015 : 178). L'interdisciplinarité l'enjoint par ailleurs

sans doute conviendrait-il que les sic acceptent un manque (à être) dans leur entreprise : elles ne peuvent tout inclure, ni penser le politique, ni penser le social, l'émancipation, le bonheur ou l'autonomie... Elles peuvent seulement penser des imbrications, des morceaux, des liens, des segments, recueillir des fragments, constituer de brèves synthèses qui seront reprises et digérées par d'autres. Et par chance, il n'y a pas de science du bonheur (ni qui le comprenne, ni qui y conduise). Seule la théologie – catholique ? – est une science totale. C'est pourquoi beaucoup y ont renoncé. Mais à « La Critique » comme science (dialectique), on ne renonce pas.

Les sciences de l'information et de la communication ne sont pas nécessairement une science ancillaire du capitalisme communicationnel, des entreprises et du pouvoir; quand bien même une interrogation sur les pratiques et objets de communication serait née dans les instituts universitaires de technologie (IUT – Boure, 2002) et aurait, aussi, contribué au développement de la communication. Former à la communication devait conduire à penser ce dont il s'agissait. La réflexion critique, au sens fort de remise en cause des services du pouvoir dans une perspective de transformation sociale axiologique, est présente dans cette discipline, notamment en communication au travail et des organisations. Des travaux structurants en sic ont également été et sont menés dans une perspective critique. La mise en cause de la mobilisation de la communication, ses entrelacs avec le pouvoir, sont relevés par de nombreux chercheurs, y compris nombre d'entre eux qui ne s'inscrivent pas dans une perspective critique (Trom, 2012). Il est vrai en revanche que les écoles de communication, les pôles fortement axés sur la communication des entreprises ont pu ou peuvent vivre une tension compliquée entre le service auprès des organisations (placement des étudiants, conseil et terrain de recherches...), comme l'a relevé Stéphane Olivesi (2006) et la distanciation épistémologique qui a pu invalider la critique, ou la rendre difficilement tenable, quand bien même elle pouvait être pensée. Enfin, l'assimilation de la critique aux courants (*post*) marxistes a pu éloigner d'elle certains chercheurs qui avaient pourtant une position critique à l'égard de la communication, notamment des organisations, comme si la forme (ou le format) discursive et institutionnelle de la « pensée critique » les gênait. Si l'instanciation critique, dans sa vertu heuristique et axiologique peut être féconde, le sentiment que la rejoindre conduit nécessairement à rejoindre une autre institution (fût-elle révolutionnaire) peut embarrasser. En ce sens, on pourrait se demander; peut-être avec Éric Dacheux, qui, ô surprise !, cite Kropotkine dans un article d'épistémologie (2013), s'il existe une position *an*-archiste en communication. On pourrait également, comme le fait un collègue sociologue à l'adresse de Fabien Granjon (2012), stigmatiser une certaine idéalisation de la critique et l'exigence de

en effet à adopter le « "point de vue de la totalité" » (Granjon, 2015 : 168) et non « du laboratoire » (spécialisé). Au fond c'est la Critique qui doit prendre la place des sic dans leur supposée prétention à la totalité ; la prétention à la totalité de la Critique n'est pas questionnée, en revanche, puisqu'elle s'appuie sur le matérialisme dialectique comme science. Est-ce que ne lui échappent pas, en revanche, le contenu, la saveur, le sens, et le détail des situations, tenus pour négligeables face au « stratégique » et à « l'infrastructure » ?

pureté qu'elle recèle car « il n'existe pas de genres "purs" de sociologies, un genre qui serait "critique", un autre qui ne le serait pas. Il existe en revanche des styles de sociologie » (Trom, 2012 : 3). Et de distinguer l'un qui commence par l'enquête, l'autre par l'analyse, l'un pressé, l'autre plus lent.

La question de l'*obédience* – au sens étymologique – serait peut-être en effet à poser plutôt que celle de la critique : dans quelle obédience, dans quelle situation d'écoute et disposition passive reproductive à l'égard de discours se situe le chercheur, quelle chaîne discursive préconstruite et formant cohésion rejoint-il ? Pour / de quel système parle-t-il ? Ici institution et contre institutions peuvent se rejoindre dans leur emprise cognitive et discursive. On aimerait, ici, encourager à une liberté de recherche, et maintenir qu'elle est possible ; et pas nécessairement bourgeoise. Le fait qu'il existe des institutions d'examen et d'admission des parcours d'enseignants-chercheurs ne signifie pas que la pensée de ces derniers se résume à cela, ou que l'objectif de ces fonctionnaires (s'ils le sont, quand ils le sont) de la connaissance et du savoir se résume à une satisfaction et à une auto-célébration à une auto-congratulation ou à une clôture institutionnelle : il s'agit seulement d'une dimension administrative, de « service du commun » (Dallarun, 2012), auquel il est un peu facile de réduire « l'Académie » pour outrer en regard une posture indépendante ou révolutionnaire. Sauf si l'on pense qu'il n'y a de pensée importante qu'en dehors de l'Université et de l'Académie (Lagasnerie, 2011), on ne saurait penser qu'accepter d'être partie prenante des dispositifs de coordination et d'évaluation, d'examen des travaux conduit à une fonctionnarisation de la pensée. Il y a bien évidemment sans doute une tendance dans l'Université à l'étouffement du nouveau et à la reconduction du discours du Maître (ce à quoi peut conduire aussi la pensée critique...), pour paraphraser *encore* Jacques Lacan, à écarter ce qui dérange (à certains, l'approche de René Girard sur le bouc émissaire et la violence symbolique apparaît comme une métaphore de l'Université), à la réitération discursive (effet scolastique), à la stérilisation de la pensée et au refus de l'innovation, mais les ressources discursives (les textes, les terrains, les échanges avec les collègues ou les étudiants) sont là pour offrir une opportunité régénératrice à qui a l'audace, l'ignorance ou la simplicité de la saisir. L'idée de la recherche persiste, dans les textes et les conversations. La souscription à la gestion de l'activité collective, soit l'administration, ne corrompt pas nécessairement définitivement la pensée et la recherche. Faire de l'institution un terne miroir d'une discipline est confondre sa pratique d'écriture et de recherche et son administration propre.

L'Université n'a pas le monopole de la pensée, et les chercheurs qui échangent avec des acteurs de terrain (des « gens ordinaires »), qui reçoivent les œuvres d'artistes, le savent bien. Sans doute devrions d'ailleurs nous interroger sur ce que « universitaire » signifie aujourd'hui dans des milieux cultivés, intellectuels ou artistes : quelque chose de stérile, enfermé, illusoire et vain, qui ne saurait rien produire de bon ni de vivant. Est universitaire suivant cette acception ce qui passe avec suffisance et contentement de soi à côté des choses, dans un discours d'entre soi naphthaliné. C'est peut-être à éviter cet entre-soi, à l'ouverture de notre discours, dans son lexique même, que nous devrions travailler.

L'idéologie dans la société et dans la science

Fabien Granjon souligne à juste titre, dans un entretien avec Hélène Bourdeloie publié en 2014 (54, 57) dans un ouvrage que nous avons co-dirigé, *Méthodes de recherches sur l'information et la communication*, la mésinterprétation volontaire qui a été opérée de la notion de neutralité axiologique (*Wertfreiheit*) chez Max Weber; à partir du travail d'Isabelle Kalinowski (2005). L'approche de Weber n'était pas de prescrire la neutralité en termes de valeurs, et il y avait là un leurre efficient, dans la traduction française de Julien Freund, et de la part de Raymond Aron, pour contrer l'approche critique, et sartrienne, ou plus simplement marxiste. Quand bien même le chercheur viserait la neutralité comme valeur, entre engagement politique et distanciation scientifique (Heinich, 2002 : 15), une recherche nous semble nécessairement inscrite dans un substrat idéologique, qu'elle l'explicite ou non, peut-être parce que le chercheur glisse à un rôle d'expert ou de penseur (*ibid*), ou encore malgré lui, par imprégnation : par l'approbation implicite qu'elle donne à un *corpus* idéologique en ne le contestant pas, d'abord ; en ne désignant pas sa propre position, ensuite. Comme le souligne Stéphane Olivesi (2004), les sciences de l'information et de la communication ont donc un travail à faire de désignation et pointage de l'idéologie, dont l'information et la communication peuvent être de parfaits vecteurs. Fabien Granjon (2015) a raison en ce sens de pointer, avec Armand Mattelart (2015a, b, c), ce puissant aspect. Parce que les sic sont aussi des sciences de la propagande (un ancien nom, initialement catholique, d'une forme de communication, qui visait à accompagner sinon à produire la propagation de la foi), elles doivent se défier de l'idéologie, et pointer les usages idéologiques de la communication⁵. Dans sa dimension de diffusion publique, la communication est faite globalement de cela. On pourrait presque parler d'une science de l'idéologie, si d'autres aspects (communication interpersonnelle, des savoirs et des connaissances scientifiques, communication médiée par des dispositifs techniques, notamment...), n'étaient également présents dans la discipline et si la science politique n'avait à prétendre également à un tel titre, avec la sociologie. L'idéologie n'est pas seulement le propre du capitalisme, elle est « le discours de l'autre » tel qu'il ne me convient pas, ou un *corpus* d'idées, implicites ou explicites, et de mots, qui conduit à l'action et à l'acceptation, à la transformation ou au renversement d'un ordre des choses – ce que propose Fabien Granjon (2015, 2014b) – réel ou attendu. Elle permet d'orienter la pensée, pourrait-on dire, reste à savoir dans quelle direction, qu'il importe au chercheur de connaître.

La difficulté pour les sic est que la communication est elle-même une idéologie, comme le rappellent ou le pensent aisément nos collègues sociologues, rendue visible sous ce terme à la fin des années 70 et dans les années 80, et qui a estimé que le travail de

⁵ Il convient, écrit Fabien Granjon (2015 : 184), de « considérer les phénomènes sociaux de communication au prisme de l'idéologie, c'est-à-dire comme pouvant jouer un rôle central dans l'ajustement des existences aux impératifs des sociétés capitalistes ». Peut-être toutefois ces phénomènes ne sont-ils pas uniquement et entièrement réductibles à cela seul.

publicisation était nécessaire à la vie sociale et commerciale, qu'une manière de mise en forme des idées, des actions et des projets, visant à leur acceptation, permettait d'optimiser l'action. Travaillant sur l'anticipation de l'interprétation de l'autre pour déterminer ce qui va le mieux « passer », ce *corpus* de pratiques théorisé, que nous enseignons encore, fût-ce avec distance, constitue un art de la séduction, ou un art de leurrer, qui trouve ses racines dans la rhétorique antique (Bautier, 1994), de Cicéron, de Tertullien, d'Aristote ou d'Hermogène. Une forme d'intuition ou d'hyper-perception sociale le caractérise, qui vise à anticiper les formes acceptables et susceptibles d'être acceptées, et de donner au discours ces formes : choix des mots, des images, évitement, réflexion sur les valeurs associées à des termes ou des images, moment de l'intervention. Cet art, qui détruit le langage et la pensée en les instrumentalisant et en les accaparant pour persuader, et non pour convaincre, contamine la société contemporaine en éloignant la question de la vérité, voire de la réalité. C'est la « conveniencence » qui semble prévaloir et non plus la réalité ou la vérité d'un fait, dans un espace argumentatif. Nonobstant son travestissement des formes en vue de solliciter l'adhésion, et d'enrôler sujet et masses, cette idéologie de la communication pose le vecteur en fin et érige la forme (et le temps, le format) en principe. Ce qui est dit compte moins que la façon, et ce façonnage prétend être une règle sociale : invitation à dire, érection de la transparence (Catellani et al., 2015) en principe absolu, règle de la visibilité (Heinich, 2012 ; Dayan, 2013). Cet ensemble de principes (il faut parler, et non se taire ; tout doit être connu – sauf ce que je cache – tout doit être visible) constitue un *corpus* idéologique, qui croise rapidement l'idéologie de la technique (Musso, 1997) et de la télécommunication (communication à distance, dispositifs internet et de téléphonie mobile) pour constituer un fort utile soutien aux affaires capitalistes, et recouvre plus ou moins l'économie de marché⁶ : visibilité et concurrence des acteurs, singularité, etc. L'accélération permise par la communication technicisée (de la presse aux dispositifs d'information en ligne) et sa façon de rassembler et faire se rencontrer les espaces disjoints et distants servent également ce processus. Comment donc opérer une recherche critique des idéologies de l'information et de la communication quand le nom propre de la discipline forme précisément une, ou deux, idéologies, ou plutôt deux ensembles idéologiques ? C'est là une situation très complexe où nous nous trouvons, semblable peut-être à l'économie, au point où l'on se demande parfois s'il ne faudrait pas qualifier notre discipline, dans un second temps, de « critique de l'information et de la communication », ne serait-ce que pour expliquer aux collègues historiens, sociologues, anthropologues que nous ne sommes pas de stupides et dévoués valets du pouvoir, « croyants » d'un double dispositif moderne, la « communication » et « l'information ».

On ne sort pas de l'idéologie (enfin, de celle de l'autre oui, de la sienne, c'est moins probable). Sauf peut-être dans la rencontre et l'échange, dans la conversation croisée quand elle met en relation des personnes porteuses de « points de vue » différents. Ou en se situant à l'intersection de cultures et en se déplaçant, comme le sociologue marxiste Joseph Gabel (1912-2004) – passé par la Hongrie, la France,

⁶ La communication, en effet, « décrit un large répertoire de pratiques sociales dont le déploiement contribue à la mise en mouvement des sociétés capitalistes » (Granjon, 2015 : 169).

la culture juive d'Europe centrale, le Maroc... –, grand critique des idéologies, maccarthyste, stalinienne, nazie ou autre, en lesquelles il voit un figement réificateur se substituant progressivement à la réalité (Allen, Douyère, 2016), en une logique quasi psychotique. L'idéologie serait une forme de psychose sociale : une façon de comprendre les mots pour des choses, de croire que « c'est ainsi », parce que c'est dit, ainsi. L'illusion discursive et lexicale intéresse évidemment le chercheur en sic, quand de certains mots, on n'est pas tout à fait sûr de la chose qu'ils désignent (« dieu », « performance », « compétence », « nature », « genre »...). Si l'Homme se prend au piège de ses mots et les tient pour choses, l'Homme tout différent qu'est le chercheur en sic doit l'en prévenir et l'en alerter !

La critique idéologique est donc un élément essentiel de la recherche en sciences de l'information et de la communication, tant le pouvoir s'adosse à la communication, se structure et se défend par elle, irrigue la société de son image et de ses valeurs par ses canaux (Granjon, 2015 : 169). La recherche en sic n'est cependant pas en soi porteuse d'une idéologie de la communication et de l'information, enfin, pas nécessairement. Sans doute doit-elle examiner son rapport à ces objets. La recherche en communication peut se trouver prise cependant dans d'autres filets idéologiques : idéologie managériale, marxiste, capitaliste, religieuse, féministe, environnementaliste, multiculturaliste, etc. Là encore, son rapport à ses impensés est à questionner. Elle peut s'en sortir en désignant son lieu d'expression, ce qui est alors une bonne façon d'éclairer le lecteur.

La totalité communicationnelle (n'existe pas)

Il n'y a de science de la totalité que celle de dieu, qui n'existe pas, pour le scientifique. Nous voilà donc rassurés, ce savoir est mis hors de portée : il n'y a de science que partielle. Fût-elle entièrement critique. La communication n'est donc en rien une science totale, et ne prétend nullement à l'être, sauf peut-être quand elle se prétend systémique et modélise les phénomènes de communication. Et encore. Les sciences de l'information et de la communication sont donc une discipline à vocation restreinte, comme beaucoup d'autres, sinon toutes (excepté les mathématiques, la physique et la chimie, peut-être), une science partielle qui se limite à saisir des occurrences de l'information et de la communication, des modalités, des passages et des règles, des liens spécifiques, des enjeux qu'elles génèrent ou dans lesquels elles se trouvent prises. Il faut donc d'autres sciences (la sociologie, la science politique, la psychologie, l'histoire, l'anthropologie, la logique, la philosophie, les mathématiques...) pour comprendre d'autres aspects du réel. Les sciences de l'information et de la communication ne sont donc pas toutes, mais manquantes, et fort heureusement complétées par d'autres, plus « nobles » dans l'histoire institutionnelle et les *habitus* académiques. Travailler le réel à partir des sic ne signifie donc pas ambitionner une science aspirant (indûment) à la totalité, comme l'estime Fabien Granjon (2015), c'est s'efforcer de saisir, avec d'autres, une partie des phénomènes info-communicationnels qui traversent le monde.

Matérialité et matérialisme

L'approche de la matérialité est essentielle en information et en communication pour comprendre les dispositifs dans leur facture même, les situations d'usages, « la vie » de la communication et de l'information. Cette dimension forme un substrat essentiel pour comprendre la diffusion de sens, et des idées, qui ne doivent pas être négligées en tant que telles. C'est ici que la proposition (non critique) de François Cooren est intéressante, en ce qu'elle articule l'idéal et le matériel (Cooren, 2010 ; Cooren, Douyère, 2013), en la notion d'« incarnation ». Faut-il développer un matérialisme pour l'approche en recherche de l'information et de la communication ? Oui, si cela signifie une extension de l'analyse matérielle, pas toujours menée, des appareils et des situations communicationnels. Mais il se peut que matérialisme, qui abrégierait alors « matérialisme dialectique », soit le nom d'une science ancienne développée par et pour le marxisme – *De quoi la critique est-elle le nom ?* se demandait naguère Fabien Granjon (2014a) –, et il n'est pas alors absolument certain que cette science et cette appellation soient impérativement nécessaires à tout chercheur en sic s'il ne s'inscrit pas dans une articulation théorie / praxis et dans une valorisation de la dialectique telles que décrites par Fabien Granjon (2015, 2014b), induites par ce courant (contre) idéologique, enracinées dans l'analyse du ^{xx}e siècle ouvrier et les transformations du capital, science et appellation qui sont, comme souvent les dispositifs théoriques et idéologiques (utiles), un objet de foi. Le chercheur peut souhaiter ne pas développer cette croyance-là, ni rejoindre une communauté qui la pratique. Le matérialisme (de La Mettrie, de Cabanis, d'Holbach, et de tant d'autres) précède évidemment l'appropriation marxiste. Par ailleurs, ce matérialisme philosophique semble une des bases de la culture occidentale contemporaine, et largement imprégner la pensée. C'est plutôt le spiritualisme, s'il peut exister encore, qui constituerait quelque chose d'inactuel dont il conviendrait, le cas échéant, de faire l'apologie.

La « politique de la pensée »

L'apport intéressant du texte de Fabien Granjon « Du matérialisme comme *principium* d'un agenda de recherche critique en communication » (2015) réside notamment dans ce qu'il met en avant l'importance d'une « politique de la pensée » : « La production de connaissances peut donc constituer, pour les individus qui s'y adonnent et/ou qui en bénéficient, des formes d'autonomie temporaires, mettant en œuvre une *puissance-autonomie de penser* (politique de la pensée) qui les dégage ou les préserve, la plupart du temps incomplètement et momentanément, des dominations dont ils ont posé l'analyse » (Granjon, 2015 : 180).

Nous avons pour notre part mis en avant, dès notre thèse de doctorat (2005), une idée assez proche, sous la forme de celle de « politique de la connaissance » qui visait à décrire l'incidence sociale de la communication des savoirs. Organiser

et concevoir, diffuser des connaissances avait pour but, notions-nous, dans un certain nombre de situations et de contextes de permettre et d'engendrer une transformation sociale. Nous prenions appui notamment (Douyère, 2008, 2005) sur le projet encyclopédique des Lumières tel qu'il se redit, au ^{xix}^e et au ^{xx}^e siècle, sous la figure de projets encyclopédiques variés, à visée révolutionnaire – de Georges Valois (1878-1945), de Marcel Prenant (1893-1983), avec l'encyclopédie de la Renaissance française – ou l'encyclopédie française saint-simonienne de Michel Chevalier (1806-1879), qui ne virent jamais le jour. À une plus petite échelle, c'est un tel dispositif que nous observons dans la réorganisation d'un métier; chez Selenis, grande entreprise française du secteur des services à base technique, quand l'accent mis sur de nouvelles connaissances conduisait à changer le métier dans le domaine santé sécurité au travail (Douyère, 2011b). Les connaissances, en tant qu'elles équipent et orientent l'action, et constituent ou appellent des « compétences » spécifiques, peuvent donc prélude à une réorganisation sociale, ou en être l'instrument. C'est d'ailleurs le sens d'une politique de formation professionnelle, mais aussi le principe d'un certain nombre de mouvements socialement émancipateurs. Une tradition philosophique occidentale, qui passe par Platon et Kant, insiste sur cette dimension émancipatrice de la connaissance. Elle se trouve reprise et inscrite dans une perspective sociale par Auguste Comte (Karsenti, 2006) et Saint-Simon (Musso, 2006) ; définir un programme de connaissances permet alors d'envisager comme effective une transformation sociale durable.

L'idée de « politique de la pensée » diffère cela dit quelque peu en ce qu'elle insiste apparemment davantage sur le processus que sur les contenus cognitifs. La pensée libère des (autres) idéologies, conduit à une critique sociale. On ne peut être contre un dispositif de régulation sociale qui inciterait à la pensée, pensée comme émancipatrice de l'individu, si c'est cette notion qui importe. On peut toutefois se demander quel serait le contenu de cette « pensée », et si elle doit en avoir un, juste, ou non. S'il y a prescription de sens, dans l'amphibologie du terme. Les sites web d'extrême droite catholique proposent une « réinformation » et une critique médiatique appuyée sur une « pensée » du social, des enjeux politiques, du destin de la famille etc. (Blanc, 2015). Dirait-on alors que l'on se trouve dans la mise en œuvre d'une politique de la pensée ? Non, certainement pas. La pensée se doit d'être bien encadrée... Validée, par les moyens que se donne cette « politique ». D'ailleurs, pour faire un pas de côté en dehors du sujet, une religion, n'est-ce pas précisément une « politique de la pensée », en ce qu'elle oriente l'esprit dans la « bonne » direction, par un ensemble de pratiques individuelles et sociales, de *corpus* allégoriques tenus plus ou moins pour réels, législatifs, suggestifs et doctrinaux ? n'est-ce pas un dispositif socialement organisé pour permettre de *bien penser*, avec vérificateurs et assistants institués à cet effet ?

Le fait de décrire, comme nous le faisons, une « politique de la connaissance » à l'œuvre, dont nous notions qu'elle incluait toujours une « politique pratique de la connaissance », soit l'ensemble des moyens concrets mis en place pour développer et mener à son terme de façon concrète cette politique, ce que nous

étions un temps tenté d'appeler une *praxis* de la connaissance, implique-t-il que la recherche entreprise prenne place dans une telle politique ? Nous n'étions pas en mesure alors de penser cela et, bien que la recherche s'appuyât sur une forte dimension autoréflexive, nous n'avions pas alors envisagé d'inclure la recherche en cours comme relevant elle-même d'une politique de la connaissance, alors qu'elle en fait évidemment partie, en tant qu'elle l'éclaire et, en un sens, la promeut. La recherche, et plus encore peut-être l'enseignement, prend bien évidemment place dans une telle « politique de la connaissance » en tant qu'elle s'appuie sur l'idée d'émancipation et d'autonomisation individuelle, de prise de conscience des enjeux collectifs, par la pensée et les connaissances. En ce sens, elle concourt ou peut concourir à une transformation de la société par la pensée. Il serait toutefois bien tentant de penser que l'ensemble des dispositifs de transformation réglementaire de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'université en France vient aisément entraver, de façon volontaire ou non, de telles perspectives, qui pourront bientôt être étudiées comme un phantasme de l'Université.

De l'émancipation

L'émancipation est donc très clairement un objectif de la « politique de la pensée » (Granjon, 2015 : 180) et de la production de connaissances nouvelles, autant que se peut, en information et communication, en ce sens où il s'agit de prendre conscience des dispositifs leurrants, des liens entre communication et pouvoir, de l'emprise des acteurs économiques sur la communication et l'information, de la falsification langagière (soit le choix de certains mots, aux dépens d'autres, pour dire certaines choses, parce que l'effet supposément attendu des deux termes n'est pas équivalent ; Boutet, 2010), de l'emprise des formats éditoriaux sur la description de la réalité, etc. Ceci se trouve renforcé encore dans l'enseignement, au sens où il s'agit conjointement de former des jeunes à la pratique professionnelle de l'information et de les éveiller par une approche critique aux enjeux de ces champs, de façon à les émanciper de la *doxa* valorisant l'une et l'autre (Olivesi, 2006 ; Granjon, 2015). Cette émancipation s'inscrit dans une perspective d'un « devenir humain » par la pratique de l'intelligence, en même temps que d'un éveil citoyen. Cette prise de connaissance (comme on dit une prise de conscience) inclut une attention portée aux questions sociales, aux inégalités et différences sociales. Elle conduit à forger une position possible schizophrénique chez les étudiants, leur offrant la possibilité de puiser dans les deux ressources, l'obéissance professionnelle et l'instance critique, voire parfois, quand le contexte le permet, d'articuler les deux.

Cette perspective émancipatrice par la connaissance s'inscrit dans la perspective des Lumières et du projet encyclopédique de Diderot et D'Alembert. Il reste qu'à ce titre, on n'est pas émancipé de l'émancipation et du désir d'émancipation du tiers émancipant, si l'on peut dire. C'est alors un autre rapport au langage, à la

croyance et à la connaissance, sans doute, qu'il faut construire. Il se peut également que l'on ne soit pas émancipé de l'institution qui a construit l'émancipation, et qu'un attachement à l'institution universitaire ou à ses instituteurs (ceux qui l'instituent par leur action et leur travail) se crée, comme une résultante du transfert, dirait-on en psychanalyse. Il y a un reste, alors, à travailler.

L'on peut enfin se demander à quoi sert la connaissance dans une société qui certes se dit « de la connaissance » mais ne la valorise pas forcément (Labasse, 2002), et si elle ne constitue pas une illusion entretenue par des lettrés⁷. Ce à quoi nous ne pouvons rien répondre. Nous sommes cette illusion. La mort y mettra fin. Au fond c'est peut-être l'abandon d'une position théurgique ou gnostique qui amène à mettre fin à une dimension émancipatrice de la connaissance : elle ne peut libérer de la mort et du vieillissement (du moins pas complètement), et de la finitude. On remarquera au passage comment ces dimensions existentielles de la connaissance, parfois évoquées (Gorz, 2005) sont peu prises en compte par la recherche, quand bien même elle revendiquerait un sujet transcendantal (Olivesi, 2004), comme si les chercheurs étaient des êtres infinis et immortels. Non seulement on sait depuis Pierre Bourdieu (et peut-être avant) que le chercheur est inscrit dans le champ social, mais on sait aussi depuis Jean-Paul Sartre, Gabriel Marcel et Martin Heidegger (et peut-être avant) qu'il est un être fini. En ce sens, il n'y a pas d'émancipation de la condition humaine, à part par la gnose, la kabbale ou le shamanisme, ou la transfiguration chrétienne, mais cela reste à prouver.

À défaut d'émancipation il y a un ailleurs que la production de biens symboliques permet d'envisager, et la pensée comme la connaissance offrent ce refuge d'une dé-réalisation au moins provisoire, qui conduit d'ailleurs parfois les intellectuels à ignorer une partie du monde, ou à en procéder à l'idéalisation (« société de la connaissance », « société digitale »...). Cette émancipation n'est évidemment pas celle que l'on peut souhaiter, l'émancipation des réalités sociales et ordinaires. Un certain codage du discours sur le monde la permet sans doute. En ce sens, nous estimons (Douyère, 2012) que la recherche en sciences de l'information et de la communication doit être guidée par un principe de réalité (et suscitée par un principe de plaisir) et que la relation à la réalité (que nous ne tenons ni pour un langage, ni pour une représentation, ni pour un ensemble de signes) doit être première sous la forme d'une soumission à la réalité, pour la connaître. Il y a, quelle que triviale que soit cette proposition, une dimension sans doute positiviste mais essentielle pour nous dans cette option, qui n'en est pas une. Les *sic* visent à la compréhension des enjeux de l'information et de la communication dans le monde réel, politique, social, économique et culturel. De cela il ne saurait y avoir nulle émancipation.

⁷ F. Granjon stigmatise, très justement, « un certain ethnocentrisme scientiste (*narcissisme intellectuel*) lequel tendrait à nous faire envisager le monde social comme un spectacle composé de significations à interpréter [...] » (Granjon, 2015 : 176).

La division du travail de la recherche

Que la recherche prenne forme académique organisée, quand des formes sociales de recherche existent aussi, artistique, en collectifs, doit-il constituer un problème et signifier que la recherche se trouve ainsi confisquée (par la bourgeoisie) ? Il existe des dispositifs par lesquels des ouvriers, des jeunes de banlieue pauvre sont accompagnés dans un dispositif d'écriture pour dire leur / le monde. Des chercheurs s'associent à des collectifs pour produire une recherche avec les acteurs, afin que l'investigation soit menée autrement. L'Université doit être attentive, enfin, à ce que les recrutements qu'elle effectue lors des concours d'enseignants-chercheurs ne conduisent pas à accueillir seulement des fonctionnaires issus des milieux socialement et culturellement les plus favorisés, ce à quoi elle n'est certainement pas suffisamment attentive. Les orientations et les intérêts de recherche peuvent ne pas être les mêmes, suivant le milieu de provenance et le parcours des chercheurs. Et les étudiants, d'origines diverses, apprécient la diversité, qui peut être identificatoire. Il reste que la spécialisation en recherche crée un monde spécifique, qui tente de rejoindre « le monde » social, ou de ne pas s'en trouver séparé. Une division du travail s'opère donc, qui sépare producteurs, acteurs des services, chômeurs, des chercheurs qui vont, pour certains, à leur rencontre. Certainement l'accumulation d'une culture spécifique et la commodité de joindre recherche et activité professionnelle scientifique et d'enseignement conduit à cela malgré la grande difficulté d'accès des postes universitaires et dans les institutions publiques de recherche en France. En même temps, un certain nombre de professionnels, comme on dit, exercent une activité de recherche ou prétendent le faire : consultants, experts, en sciences de gestion, marketing, information et communication. S'efface ici une certaine division sociale du travail de recherche (Kandel, 1972), par valorisation croisée : le professionnel se valorise de son activité universitaire et de recherche, et la « vend » dans ses prestations, le chercheur argue de son lien avec le terrain et les réalités professionnelles, l'enseignant montre qu'il est un pont vers l'entreprise, l'association ou la fonction publique, « jouant sur les deux tableaux ». Ce décloisonnement existe, mais il n'est pas relevé car il ne concerne pas une population *a priori* défavorisée, semble-t-il. Nombreux sont les acteurs de la recherche sociologique, sémiotique, historique, géographique ou anthropologique privée, prestataires de recherche pour des organismes publics ou des entreprises privées, issus de formation en sociologie, sciences de l'information et de la communication, géographie, sciences économiques... La « sociologie pratique » accueille ainsi des personnes formées à la recherche acteurs de l'activité sociale. Y a-t-il donc telle division du travail de recherche ?

Le fait qu'il existe une professionnalisation de la recherche ne signifie pas nécessairement que celle-ci constitue un « monde réservé ». Pas plus que la danse ou la boucherie, qui supposent des apprentissages spécifiques, et forment des univers et des cultures à part entière. Ou plutôt, s'il s'agit d'un monde « à part », cela n'implique pas nécessairement qu'il se forme une clôture cognitive et s'épargne du monde. La tendance au repli sur soi de l'Université existe certainement, la

tendance à l'oubli « des réalités » existe probablement, de la part d'une élite de chercheurs, quand beaucoup au contraire vivent ces réalités et, en sciences humaines et sociales, y sont sensibles et vigilants dans leurs recherches. Enfin, cet isolement, si et quand il existe, peut aussi avoir des causes d'ordre psychologique et ne pas relever seulement d'une dynamique sociale de clôture et d'imaginaire de la domination culturelle et intellectuelle (qui n'a plus aucun sens aujourd'hui : l'intellectuel et l'homme cultivé est dominé et non dominant, dans une société qui n'accorde plus aucune valeur à ces aspects ; dominé dans une société où les valeurs de l'argent, de la consommation et du luxe, de la mobilité internationale, de la technique, de l'automobile, du sport, de l'esthétique et de la mode dominent). En effet, peuvent s'orienter dans des professions intellectuelles des personnes qui ont senti un contact avec le monde difficile, qui ont préféré l'abstraction à l'échange, la lecture au bruit du monde et ont « des raisons » propres d'avoir opté pour la vie intellectuelle quand une voie sociale leur était offerte pour cela. Il ne s'agit pas tant alors d'une mise à l'écart sociale que psychique, et peut-être plus d'une faiblesse que d'une force. Leur orientation peut résulter également d'autres valeurs communiquées dans leur espace social de formation et au temps de leur apprentissage, quand on ne parlait pas de « société de la connaissance » mais que la connaissance constituait une valeur apparemment significative dans la société.

Le formatage disciplinaire académique et la *skholè*

Le formatage disciplinaire doit-il être vu comme quelque chose qui fait obstacle à la pensée, ou lui donne des outils, la nourrit et la structure ? Ce qui est appelé ainsi pourrait également être vu comme une professionnalisation de la recherche qui se focalise sur certaines questions, et se nourrit d'auteurs qui les ont pratiquées, tant il est difficile, malgré une heureuse invitation au croisement disciplinaire, de pratiquer avec excellence, comme il n'est plus possible de dire aujourd'hui, après le vol de ce mot, toutes les disciplines. Lire les travaux internationaux d'un sous-sous-champ de recherche est déjà aujourd'hui extrêmement difficile dans les conditions d'exercice de la fonction d'enseignant-chercheur : comment alors être à la fois à la pointe en anthropologie, en économie, en physique et en sciences de l'information et de la communication ? L'ouverture à l'hors-discipline est pourtant, on en convient, essentiel, et l'approche de Lucien Febvre (1933) contre l'« esprit de spécialité » qui enclave et assèche, pour un esprit ouvert et régénéré par les « problèmes » transversaux, comme il a su le faire avec l'École des *Annales* et, déjà, l'*Encyclopédie française* (Douyère, 2005a) était capitale. S'il paraît difficile, non pas seulement pour les parcours professionnels et les évaluations, disciplinaires, mais aussi pour la sédimentation de l'apprentissage et la culture qui s'y constitue dans l'approche des problèmes et questions vivantes, de quitter la dimension disciplinaire – sauf à vouloir constituer une discipline transversale, comme « la Critique » (Granjon, 2015 : 168), ou rejoindre le flou *trendy* et reconfigurant des *studies*, qui viennent bousculer les disciplines et constituent « un art de faire et de défaire les pouvoirs

et les identités, se donnant pour objectif une émancipation non naïve des formes de vie » (Maigret, 2013 : 18, 20) –, un esprit de curiosité, un intérêt pour l'ailleurs et un sens de l'ouverture (dans la présence et la participation aux colloques, dans les lectures, dans les rencontres) permet sans doute d'éviter la reproduction du « même » disciplinaire.

Plus d'ailleurs que l'enfermement disciplinaire, l'enfermement dans des chapelles cognitives théorico-dogmatiques – fussent-elles critiques – nous paraît extrêmement dommageable, quand il n'a qu'une seule façon de penser, de théoriser, et il en existe plusieurs dans notre discipline qui proposent un ensemble de concepts, de termes, de pré-discours qui permettent de pré-penser tout type d'objet étudié. Regarder la réalité, écouter, recueillir n'est pas même nécessaire tant le discours scientifique préexiste et pré-constitue les données qui seront recueillies et assemblées. Effet de citation (Olivesi, 2007) de codage, reconduction obéissante de discours pré-tenus forment alors une science constituée par un réseau dispersé de connivence et d'approbation. Il y a là un enfermement – heureux puisqu'il construit des carrières – qui nous semble plus grave que la clôture disciplinaire, qui est en réalité assez large. En réalité, la discipline offre un éventail de propositions et de positions conceptuelles assez large et ouvert à des directions épistémologiques fort différentes, voire nettement antagonistes. Peut-être ce qu'il faut stigmatiser est l'assignation de la discipline à un (seul) courant (« les sic c'est – ceci, et le reste n'est rien »).

Avec le recul, il nous a paru étonnant dans notre propre formation disciplinaire universitaire, postérieure à une formation en philosophie et une expérience professionnelle dans les métiers de l'édition et de la communication, de n'avoir jamais entendu parler alors de certains auteurs qui, ailleurs, dans d'autres espaces en sic, formaient référence : Alex Mucchielli, Robert Boure, Bernard Lamizet, Éric Maigret, Yves Winkin. Heureusement, il y avait les librairies, et les bibliothèques. La difficulté est sans doute qu'un certain nombre de collègues prétendent au formatage, non pas éveillent des esprits, des pensées et des écritures, mais invitent à la reproduction discursive et conceptuelle pour « faire école », et asseoir leur position. Une pensée du même et non de l'altérité. J'ai eu la chance pour ma part d'être formé par des personnes, dès mon parcours en philosophie (Roger Amaldez, Jean-Louis Chrétien, Emmanuel Doucy, qu'il leur soit rendu hommage), puis ensuite, qui avaient pour souci d'éveiller la pensée et de susciter la culture de leur étudiant, plus qu'à lui faire répéter les procédures discursives et cognitives. Jean Devèze, à ce qu'on peut en lire et en entendre (Douyère, 2014d), semble avoir été le plus souvent admirable sur ce point (Michel, 2011 ; Douyère, 2010, 2013), éveilleur et non instance de reconduction. Ce péril de la reconduction aimable du même dans une perspective diffusionniste nous semble plus grand que l'enfermement disciplinaire, si la pratique de la recherche inscrite dans une discipline sait rencontrer des frontières (psychologie, histoire, économie, anthropologie, littérature, sciences exactes, théologies...), comme certains collègues y travaillent, et faire preuve de curiosité, rencontrer l'autre. Il faut, enfin, qu'il y ait plusieurs chercheurs, et qu'ils se rencontrent. Et ça tombe bien, il y en a plusieurs. Participer aux colloques – et que ceux-ci en soient de véritables, et non de l'abattage autiste – devient difficile.

La *skholè*, ce temps arrêté consacré à l'étude, cette oisiveté studieuse a été un bien créatif accordé aux universitaires qu'une (im)pitoyable réforme gestionnaire s'acharne à détruire en France par la demande faite aux chercheurs de construire eux-mêmes, seuls, les moyens de leur activité, financiers, notamment. On s'apercevra plus tard qu'on détruit la pensée et le jugement, qui renaîtront ailleurs. La *skholè*, d'origine antique, correspondait effectivement à un effort social pour libérer du temps pour la recherche et la pensée, qui nourrit aussi une société. « On a du temps » me disait il y a près de quinze ans un collègue qui m'encourageait à devenir enseignant-chercheur. Je constate aujourd'hui que je travaille davantage et que je dispose de moins de temps que lorsque je travaillais dans une *start-up* du secteur des technologies de la communication. Il est difficile de ne pas penser que la destruction du temps des personnes est un effet du système social et de production, et de ses modalités gestionnaires, d'une rationalisation qui conduit à l'absurde. Les réflexions menées sur le sommeil (Crary, 2013) et l'accélération (Rosa, 2004) nous paraissent à cet égard essentielles. Un philosophe faisait remarquer que soumettre l'autre à une accélération constitue un dispositif de domination, nous le pensons volontiers. Nous ne savons si la destruction de la *skholè* universitaire est consciente ou non ; il est probable que dans une perception gestionnaire du temps, qui gagne la société tout entière (Gaulejac, 2005), ce temps ouvert, sinon libre, qui était éventuellement générateur de pensée, et condition de la lecture sereine et éveillante, ait été perçu comme inutile et « remplissable », optimisable. Mais la pensée et l'analyse, la nouveauté en recherche doit venir de quelque part, d'une pause, d'une respiration, à défaut de quoi la production universitaire en sciences humaines et sociales sera précisément ce qu'on lui reproche d'être : une répétition vaine de discours abscons.

La *praxis* révolutionnaire

L'adjectif n'est pas employé par Fabien Granjon dans son article (2015), cependant c'est bien de cela qu'il s'agit : que la pensée matérialiste critique ouvre sur une pratique de transformation sociale qui en émane (Granjon, 2014b). Ici, la conjonction des deux, louable, nous semble délicate. Faut-il soumettre une pensée à la condition d'actions qui en émaneront ? Faut-il la soumettre à la perspective de l'action ? Ne peut-il y avoir une pensée heureuse, fructueuse, sans action qui en procède ? L'assujettissement de la pensée à l'action fait craindre pour celle-ci comme pour celle-là ; de même que serait à craindre une pensée, en communication des organisations, qui se soumettrait à ce qui peut être dit pour continuer à travailler avec une entreprise, y envoyer ses étudiants, etc. (Olivesi, 2006). Nous avons tendance – est-ce manie qui doit être qualifiée de bourgeoise ? – à dissocier pensée et *praxis*, du moins en recherche. Autant la *praxis* nous paraît importante, autant elle ne paraît pas résulter de la recherche, mais d'un *corpus* doctrinal ou de croyance auquel on adhère, et qui engendre et permet l'action. La transformation sociale est importante, souhaitable, et peut prendre mille chemins dans l'échange

ou l'action, à différents niveaux, dans certains modes d'être et de faire. Il ne nous semble pas que le travail d'un chercheur fonctionnaire soit de se consacrer à la mise en œuvre d'une *praxis* révolutionnaire, mais que sa *praxis* doit plutôt être simplement républicaine, ce qui est déjà beaucoup : égalité des citoyens, non-discrimination, service de l'État, laïcité, impartialité, etc. Au fond, oui, il y a une *praxis* du chercheur enseignant, mais elle est liée à son appartenance à un corps de l'État et à la défense et à l'application de ses valeurs (eut-il par le passé été colonial, fasciste, etc.). La pensée n'a pas à être produite en fonction de réquisits de l'action, mais en fonction de la vérité (notion désuète mais utile), de la réalité (plus encore) et des protocoles scientifiques. L'action de transformation sociale relève selon nous – et c'est précisément ce que Fabien Granjon récuse (2015) – d'un autre ordre. Il risque sinon de se former une idéologie qui tiendra lieu de résultats de recherche. Utile, certes, mais toujours discutable.

La question de la recherche féministe ou sur l'identité noire, par exemple, est un peu différente en ce qu'elle est générée par une *praxis* émancipatrice et de prise de conscience d'une oppression. Mais sans doute doit-elle également dissocier réflexion pour l'action et recherche, et ne pas orienter la recherche par le seul souci de l'émancipation, sans quoi ses résultats y seront subordonnés et toujours susceptibles d'être orientés et subjectifs. À tout le moins, que le propos soit marqué dans ses intentions est important. Avec toutefois le risque d'un enfermement. Il appartient au lecteur de faire le lien entre ce qu'il lit et ce qu'il fait, plus qu'à l'auteur-chercheur de prescrire ou d'induire une action. La pensée qui oriente une *praxis*, c'est typiquement un modèle religieux, chrétien en l'occurrence. L'instance dogmatique et cléricale exerce ainsi un contrôle complet, de l'esprit au corps, en passant par l'action. Évidemment rien de tel n'est souhaitable ici, ni souhaité par personne, ou presque.

La langue

La langue est un outil de contrôle de l'expression, mais aussi, comme le notait Pierre Bourdieu, un marqueur social. Nous sommes frappés ici de la qualité et de la sophistication de la langue utilisée par Fabien Granjon (2015) dans son article sur le *principium* de la recherche matérialiste : mots latins, mots peu usités, méconnus probablement d'un certain nombre de lecteurs⁸. Il y a là un écart surprenant avec la volonté d'être du peuple et de l'émanciper : pourquoi cette *praxis* et cette théorie ne passeraient pas par la langue, par une langue simple et populaire, et pourquoi user ainsi de la « langue des dominants », et prendre de la sorte place parmi eux ? Est-ce une façon de « s'inviter à la table » linguistique de ces derniers ? De prendre part au festin ? (les mots ne sont pas réservés). Est-ce un goût esthétique, un légitime plaisir musical qui conduit à écrire ainsi ? Ce travail très serré du langage était déjà très (appréciable et) surprenant dans l'entretien que nous avons publié dans *Méthodes*

⁸ Citons surtout : déflexion, diffracte, étiage, vicennale, séminaux, épiceutre, irrédentisme, engrammée, culturèmes, apophtegme, anamnèse, syntonie, *pudding*.

de recherche sur l'information et la communication (Granjon, Bourdeloie, 2014). Cette grande sophistication et maîtrise apparaît également ici. Le contrôle de la (juste) pensée passe aussi par un contrôle rapproché de la langue. S'agit-il, à la façon d'un Armand Mattelart dans le film *La Spirale* (1976), d'emprunter et d'appliquer les armes de l'autre ? Pourquoi ne pas imaginer une science accessible, lisible par le peuple et la société à l'émancipation duquel elle entend contribuer (comme le recommande d'ailleurs Fabien Granjon⁹) ? Pourquoi le « *social scientist* », pour reprendre un terme fétiche de l'auteur, devrait-il employer une langue aussi clivante ?

Ici, le travail du chercheur en sciences humaines et sociales, qui est un travail d'écriture (Lambert, 2007), l'écriture étant un outil de la recherche (Douyère, 2014b), passe par la langue. Veiller à disposer d'une écriture lisible, qui ne soit pas simple effet de codage ou de technicisation, nous paraît important, même si les travaux ne sont pas lus par des non-chercheurs. Il faudrait nous semble-t-il veiller à une continuité entre les écritures ordinaires socialement admises et l'écriture de recherche, que l'on puisse entrer dans celle-ci de plain-pied, qu'un dialogue avec la société, dans sa langue, reste imaginable, sinon réel. Ce travail de l'écriture est aussi une façon d'être lu éventuellement par des collègues d'autres disciplines. L'écriture en sciences humaines et sociales ne nous semble pas porteuse et heuristique sans style, sans travail de la langue, mais ceci n'exclut pas la lisibilité, quand le matériau le permet. Il y a un danger des mots à effet magique, des marqueurs de scientificité, de communauté ou d'allégeance, qui ne font pas nécessairement sens pour des tiers, non chercheurs ou d'autres disciplines. On voit apparaître aussi depuis quelques années dans certains articles en *sic* un art de la formule, qui tente de désigner en quelques mots élégants quelque chose du réel, afin d'en faciliter la reprise ou la citation, et ainsi l'évocation du nom, de « l'apport », de l'auteur. Est-ce pour autant un travail analytique ou conceptuel ? Ou une sorte de travail *marketing* et communicationnel dans l'emploi de la langue, visant par une formule élégante à « faire mouche » et inviter à la reprise ? La langue est alors un outil stratégique du chercheur en quête de notoriété. On le réduira à quelques mots bien lancés qui feront et seront sa « signature », la preuve de son apport à la recherche, qui restera longtemps dans nos mémoires lacunaires.

La langue n'est donc pas neutre dans la recherche, et mérite d'être pensée, tant dans sa technicité que dans son marquage social : langue des dominants ou des possiblement dominés, langue de pauvres ou de riches, langue lourde ou légère, langue qui porte en elle des traces d'une autre langue, étrangère, d'abord parlée, langue affinée et travaillée ou laborieusement articulée en un refus manifeste de la séduction qui serait leurre. Elle dit le sens et la pensée, le suscite chez son lecteur. S'il sait lire. Mais lit-on, lit-on seulement ? (ou télécharge-t-on, rediffuse-t-on ? *like*-t-on ? indexe-t-on, référence-t-on, cite-t-on seulement ?).

⁹ Le sociologue et professeur en sciences de l'information et de la communication, critiquant les *sic*, estime en effet que « les savoirs produits [...] s'énoncent par ailleurs dans des langages souvent hermétiques, la plupart du temps inaccessibles à l'entendement de la majorité des acteurs de la critique sociale » (Granjon, 2015 : 177).

L'exercice de la séduction radicale

La lecture du texte de Fabien Granjon (2015) laisse penser enfin à un exercice de la séduction par la radicalité. Une position extrême, engagée, séduit ainsi en nous ce qui reste de romantisme pratique, d'envie d'aller à la limite. Faut-il pour autant y aller ? Et cette séduction est-elle autre chose qu'« un monde » suscité par l'écriture et l'idée ? En quoi ces espaces sont-ils habitables ? En ce qu'ils forment une *praxis* et un collectif d'action, évidemment. Mais on ne saurait négliger la force du texte et de la radicalité des positions, l'engouement de la provocation et de la dénonciation de l'institution, par exemple. Didier Lapeyronnie (2004), dans un article d'ailleurs discuté par Fabien Granjon (2012 : 9, 17), avait naguère, peut-être de façon déplaisante et orientée, naturellement, stigmatisé le goût de la radicalité en sociologie, et sa force séductrice. Une logique de héros s'y déploie, un combat possible que les chercheurs mèneront, ensemble (et l'on invite à les rejoindre). Au fond, de tels textes relèvent peut-être de l'épopée, récits des hauts faits théoriques à venir, augurant de nouvelles victoires. Peut-être ce régime existe-t-il dans des textes de recherche, entre grandiloquence et dénonciation des lâches et des compromis, des pro-système, et évocation des pauvres qui attendent impatiemment leur libération, cognitive et sociale. Messianique est peut-être aussi ce type d'écrit, ou prophétique en ce qu'il annonce et prédit une transformation. Séducteur et attracteur, en tout cas, par l'ultime. Et l'incontestable de la belle position.

La fatigue, l'excès de travail, le vieillissement et l'approche de la mort font peut-être qu'on trouve moins séduisant ce type d'appel textuel à la conversion pratique et de pensée. On a tant lu (mais finalement pas assez) et on est fatigué. Ou ça ne marche plus. Le système (académique, capitaliste) nous a broyé. On préfère d'autres formes, poétiques, littéraires, plus subtiles, pour entrevoir un changement. Fabien Granjon lui aussi les apprécie d'ailleurs pour dire le réel (Pessoa) et orienter sa recherche (Granjon, Beucher, 2014).

L'archéologie

La démarche archéologique (en un sens non foucauldien) qui consiste à aller chercher de vieux textes et de vieilles traditions nous paraît fort utile pour passer au-dessus des modes et injonctions citationnelles et des contraintes de la pensée par prescription d'auteur (Michel Foucault, par exemple). La démarche de Fabien Granjon nous paraît intéressante en ce sens qui revient aux travaux anciens d'Armand Mattelart (2015a, b, c), et les réédite. Nous-même avons pu travailler, dans un cadre ouvert par Fabien Granjon (séminaire du Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation, à l'université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis, puis ouvrage) à partir de Joseph Gabel, avec David Allen (2016), et cela nous a ouvert une piste de pensée (sur le vivant et la communication, par exemple), qui devra être poursuivie. Dans le champ communication et religion,

la recherche menée (Douyère, 2011a, 2014c) sur les travaux d'un homonyme venu d'un tout autre monde, Émile Gabel (1908-1968) et de Carlos Josaphat Pinto de Oliveira (né en 1922), l'un et l'autre religieux catholiques et théoriciens des médias, nous a permis de contribuer à ouvrir des questions dans ce domaine. À partir de textes anciens, l'actuel peut être heureusement réinterrogé, au-delà de l'idéologie du moment. Naturellement, ces textes ne peuvent inspirer aucun retour viable dans une conception et une société qui ne sont plus entièrement semblables. Transposer, donc, à cela nous sommes invités. Comme à se demander si le « spectacle » décrit par Guy Ernest Debord s'applique au numérique (Zénouda, 2015). Il faut savoir trouver, humer et relire ces textes, il faut savoir quitter ces textes, et renoncer à toute nostalgie. Pour nous, c'est difficile. Ni l'oubli du passé ni la demeure dans le passé ne sont viables. C'est une démarche dialectique qui doit nous guider, puisant dans l'histoire, interrogeant l'actuel, prédisant l'avenir.

Conclusion

La communication est du vivant, trace et signe du vivant, et le constitue (Allen, Douyère, 2016). Quand nous interrogeons l'information et la communication, c'est la façon dont le vivant s'assemble et se constitue qui nous intéresse. Il ne s'agit pas par la communication de forger une totalité et de prétendre la (re)constituer, mais de tenter de saisir des bribes et des traces par lesquelles se forme le vivant, qui nous échappe, alors que nous en sommes, et précisément peut-être pour cela... La « communication » et « l'information » – qui intéresse peu Fabien Granjon – ne sont donc pas une illusion idéologique bourgeoise, universitaire sectorielle (des *sic*) ou capitaliste (elles le sont aussi) mais forment une sphère de recherche légitime, fort peu travaillée en dehors du champ des sciences de l'information et de la communication, mais néanmoins approchée de diverses façons en histoire, en anthropologie, en sociologie des médias et de la communication, en psychologie, notamment. Il y a donc une légitimité à construire ce champ, qui n'est pas une clôture cognitive, mais un espace disciplinaire, donc de travail et d'échange, qui n'est pas enfermement à qui sait lire et parler ailleurs. De même, l'institution n'est pas seulement castratrice et désolante : elle fournit aussi encore quelques outils pour travailler, et n'est pas pure stérilisation de la pensée. On y rencontre encore et de nouveau des gens qui ont travaillé, lisent avec pertinence, analysent et soulèvent des questions. Elle n'est pas seulement le règne de la reproduction, de l'imposture (Gori, 2013), de la vanité et de la suffisance, ou du vide habillé, qui y ont bien entendu toute leur place.

Se laisser guider par un texte pour penser la communication est une heureuse chose : on sait où on ne veut pas aller; et les problèmes se trouvent éclairés, pour certains. Pour d'autres on apportera sa lampe. Si l'approche « matérialiste dialectique » en sciences de l'information et de la communication ne nous paraît pas praticable, l'exposé, dans son archéologie, rappelle quelques éléments essentiels : l'importance d'une approche critique qui éclaire les dispositions idéologiques (y compris les siennes propres), l'intérêt

d'un fondement matérialiste, généralement acquis, et d'une approche matérielle de l'information et de la communication. Cette orientation rappelle également que la communication et l'information sont la forme du pouvoir ; les chercher donc s'en approche et peut les déceler comme telles, ou s'y rallier. Une telle approche rappelle la fonction émancipatrice de la connaissance, déjà posée par Platon puis Kant. De ceci nous pouvons tirer un questionnement : notre pratique de la connaissance est-elle émancipatrice, pour nous-mêmes et pour d'autres ? Nous rend-elle plus libre, « et, partant, plus heureux », comme l'écrivait Diderot ? Si oui, elle se placera alors dans ce que nous avons appelé en 2005 une « politique de la connaissance », soit une forme d'émancipation sociale par la communication des savoirs, à espérer et mettre en œuvre. La matérialité, la critique et le repérage de l'idéologie (la sienne et celle de l'autre) sont donc des piliers fort utiles au travail de recherche à mener en sciences de l'information et de la communication, pour une recherche stimulante, créative, ouverte et libre.

Références

- Allen D. F., 2015, *Critique de la raison psychiatrique. Éléments pour une histoire raisonnée de la schizophrénie*, Paris, In Press.
- Allen D. F., Douyère D., 2016 (à paraître), « Joseph Gabel : réification, fausse conscience et communication », in : Granjon F., dir., *Matérialismes, culture et communication*, Paris, Presses des Mines.
- Angé C., 2005, *La Question du sens : écrire et lire le fragment : du texte à l'hypertexte*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, université Paris 13.
- Bautier R., 1994, *De la rhétorique à la communication*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Blanc C., 2015, « Réseaux traditionalistes catholiques et "réinformation" sur le web : mobilisations contre le "Mariage pour tous" et "pro-vie" », *πic & société*, vol. 9, 1-2. Accès : <http://ticetsociete.revues.org/1919>. Consulté le 10/04/16.
- Bourdaloie H., Douyère D., dirs, 2014, *Méthodes de recherche sur l'information et la communication, regards croisés*, Paris, Mare & Martin.
- Boure R., dir., 2002, *Les Origines des sciences de l'information et de la communication. Regards croisés*, Lille, Presses universitaires du Septentrion.
- Boutet J., 2010, *Le Pouvoir des mots*, Paris, Éd. La Dispute.
- Catellani A., Crucifix A., Hambursin C., Libaert T., eds, 2015, *La Communication transparente. L'impératif de la transparence dans le discours des organisations*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain.
- Cooren F., 2010, *Manière de faire parler. Interaction et ventriloquie*, trad. de l'anglais par M. Chaput, Lormont, Éd. Le Bord de l'eau, 2013.
- Cooren F., Douyère D., 2013, « Pour une approche incarnée de la communication organisationnelle : une critique de l'usage de la notion de "réification" », pp. 155-165 in : Heller T., Huët R., Vidaillet B., eds, *Communication & organisation : perspectives critiques*, Lille, Presses universitaires du Septentrion.

- Crary J., 2013, *Le Capitalisme à l'assaut du sommeil*, traduit de l'américain par G. Chamayou, Paris, Éd. La Découverte/Zones, 2014.
- Dacheux É., 2013, « Redécouvrir les liens entre science et anarchie pour penser l'indiscipline du chercheur et sa nécessaire responsabilité », *Hermès*, vol. 3, 67, pp. 192-198.
- Dallarun J., 2012, *Gouverner, c'est servir. Essai de démocratie médiévale*, Paris, Alma.
- Dayan D., 2013, « Conquering visibility, conferring visibility : visibility seekers and media performance », *International Journal of Communication*, 7, pp. 137-153.
- Derrida J., 1972, *La Dissémination*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Douyère D., 2005a, « L'éditeur encyclopédiste, promoteur d'une politique de la connaissance ? L'Encyclopédie française et les enjeux de la vulgarisation », pp. 149-174, in : Legendre B., Robin C., eds, *Figures de l'éditeur. Représentations, savoirs, compétences, territoires*, Paris, Nouveau Monde Éd.
- Douyère D., 2005b, *Communication et politique de la connaissance*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, université Paris 13.
- Douyère D., 2008, « Indépendance économique et politique éditoriale des encyclopédies, de Saint-Simon à Wikipédia », *Communication & langages*, 156, pp. 37-51.
- Douyère D., 2010, « La communication sociale : une perspective de l'Église catholique ? Jean Devèze et la critique de la notion de "communication sociale" », *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, 3-4, pp. 73-86. Accès : <http://communiquer.revues.org/1579>. Consulté le 10/04/16.
- Douyère D., 2011a, « De l'usage chrétien des médias à une théologie de la communication : le père Émile Gabel », *Le Temps des médias*, 17, pp. 64-72.
- Douyère D., 2011b, « Politique de la connaissance, système d'information et transformation de la fonction HSC chez Selenis », *Système d'information et management*, vol. 16, 1, pp. 153-184.
- Douyère D., 2012, « Vingt-cinq propositions concernant la "communication" et les modalités d'une recherche concernant des phénomènes communicationnels », pp. 55-74, in : Bratosin S., Bryon-Portet C., Tudor M.A., eds, *Épistémologie de la communication. Bilan et perspectives. Actes du workshop international Essachess Technopolis*, 2^e éd., Iasi, Institutul European.
- Douyère D., 2013, « Le sens de la flèche pour Jean Devèze, une investigation critique d'une symbolique de l'information-communication », pp. 59-68, in : Bratosin S., Tudor M.A., coords, *Communication du symbolique et symbolique de la communication dans les sociétés modernes et postmodernes*, Iasi, Institutul European.
- Douyère D., 2014a, *La Communication requise : territoires du savoir, du travail et du religieux*, habilitation à diriger des recherches en sciences de l'information et de la communication, université Paris Diderot-Paris 7.
- Douyère D., 2014b, « La méthode, pour finir... », pp. 255-264, in : Bourdeloie H., Douyère D., dirs, *Méthodes de recherche sur l'information et la communication. Regards croisés*, Paris, Mare & Martin.
- Douyère D., 2014c, « De la Propagande à une éthique de la communication sociale ? L'approche politique et théologique du père C. J. Pinto de Oliveira », *MEI Médiation et information*, 38, pp. 79-90.
- Douyère D., 2014d, « Paroles libres sur Jean Devèze par un collègue qui ne l'a pas connu... », *Les Cahiers de la SRSIC*, 10, pp. 17-18.

- Douyère D., Le Marec J., 2014, « Des savoirs vivants de l'enquête à l'écriture de recherche », pp. 117-140 in : Bourdeloie H., Douyère D., dirs, *Méthodes de recherche sur l'information et la communication. Regards croisés*, Paris, Mare & Martin.
- Febvre L., 1933, « Contre l'esprit de spécialité, une lettre de 1933 », pp. 104-106, in : Febvre L., *Combats pour l'histoire*, Paris, A. Colin, 1992.
- Gaulejac V. de, 2005, *La Société malade de la gestion*, Paris, A. Colin.
- George É., Granjon F., dirs, 2014, *Critique, sciences sociales et communication*, Paris, Mare & Martin.
- Gori R., 2013, *La Fabrique des imposteurs*, Paris, Éd. Les Liens qui libèrent.
- Gorz A., 2005, *Le Traître*, suivi de *Le Vieillessement*, Paris, Gallimard.
- Granjon F., 2012, « La critique est-elle indigne de la sociologie ? », *Sociologie*, vol. 1, 3. Accès : <http://sociologie.revues.org/1176>. Consulté le 10/04/16.
- Granjon F., dir., 2014a, *De quoi la critique est-elle le nom ?*, Paris, Mare & Martin.
- Granjon F., 2014 b, « Codicille : la critique est-elle soluble dans les sciences de l'information et de la communication ? », pp. 291-355, in : Granjon F., Sénécal M., dirs, *Critique, sciences sociales et communication*, Paris, Mare & Martin.
- Granjon F., 2015, « Du matérialisme comme *principium* d'un agenda de recherche critique en communication », *Questions de communication*, 28, pp. 157-190.
- Granjon F., Beucher T., 2014, « De l'intranquillité, Pessoa sujet critique ? », *The Light House – Le Phare*, 1. Accès : <http://thelighthouse-lephare.org/la-clinique-de-l-etrange,-l-inquietante-etrangete-de-la-medecine,-et-la-surprise-de-la-clinique.html>. Consulté le 10/04/16.
- Granjon F., Bourdeloie H., 2014, « Engagement, critique et sciences de l'information et de la communication », pp. 47-78, in : Bourdeloie H., Douyère D., dirs, *Méthodes de recherche sur l'information et la communication. Regards croisés*, Paris, Mare & Martin.
- Granjon F., Sénécal M., 2015, « Présentation : entre point de vue de classe et regard-monde », pp. 7-49, in : Mattelart A., *Communication, idéologies et hégémonies culturelles, une anthologie en trois volumes (1970-1986)*, t. 1, éd. par F. Granjon et M. Sénécal, Paris, Presses des Mines.
- Haye Y. de la, ed., 1980, *On the meaning of communication: the movement of commodities, people, information and capital, Karl Marx, Frederick Engels ; a selection of texts*, New York/ Bagnole, International general/International mass media research center.
- Haye Y. de la, 1984, *Dissonances. Critique de la communication*, Bagnole, Éd. La Pensée sauvage.
- Heinich N., 2002, « Pour une neutralité engagée », *Questions de communication*, 2, pp. 117-127.
- Heinich N., 2012, *De la visibilité. Excellence et singularité en régime médiatique*, Paris, Gallimard.
- Kalinowski I., 2005, « Leçons webériennes sur la science et la propagande », pp. 61-286 in : Weber M., *La Science, profession et vocation*, Marseille, Agone.
- Kandel L., 1972, « Réflexions sur l'usage de l'entretien, notamment non directif et sur les études d'opinion », *Épistémologie sociologique, cahiers semestriels*, 13, pp. 25-46.
- Karsenti B., 2006, *Politique de l'esprit : Auguste Comte et la naissance de la science sociale*, Paris, Hermann.
- Labasse B., 2002, *Une Dynamique de l'insignifiance. Les médias, les citoyens et la chose publique dans la « société de l'information »*, Villeurbanne, Presses de l'Enssib.

- Lagasnerie G. de, 2011, *Logique de la création : sur l'Université, la vie intellectuelle et les conditions de l'innovation*, Paris, Fayard.
- Laing R. D., 1960, *Le Moi divisé. De la santé mentale à la folie*, trad. de l'anglais par C. Elsen, Paris, Stock, 1973.
- Lambert F., 2007, *L'Écriture en recherche*, Cannes, Éd. Parcours.
- Lapeyronnie D. 2004, « L'académisme radical ou le monologue sociologique. Avec qui parlent les sociologues ? », *Revue française de sociologie*, vol. 45, 4, pp. 621-651.
- Maigret É., 2013, « Ce que les *cultural studies* font aux savoirs disciplinaires : paradigmes disciplinaires, savoirs situés et prolifération des *studies* », *Questions de communication*, 24, pp. 145-167.
- Mannoni M., 1979, *La Théorie comme fiction. Freud, Groddeck, Winnicott, Lacan*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Mattelart A., 2015a, *Communication, idéologies et hégémonies culturelles, une anthologie en trois volumes (1970-1986)*, t. 1, éd. par F. Granjon F. et M. Sénécal, Paris, Presses des Mines.
- Mattelart A., 2015b, *Communication, cultures populaires et émancipation, une anthologie en trois volumes (1970-1986)*, t. 2, éd. par F. Granjon F. et M. Sénécal, Paris, Presses des Mines.
- Mattelart A., 2015c, *Communication transnationale et industries de la culture, une anthologie en trois volumes (1970-1986)*, t. 3, éd. par F. Granjon F. et M. Sénécal, Paris, Presses des Mines.
- Michel J.-L., 2011, « Jean Devèze, le Gentleman chercheur ». Accès : http://www.jean-deveze.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=53:jean-deveze-le-gentleman-chercheur&catid=8&Itemid=103. Consulté le 10/04/16.
- Miège B., 2004, *L'Information-communication, objet de connaissance*, Bruxelles/Paris, De Boeck/Ina Éd.
- Musso P., 1997, *Télécommunications et philosophie des réseaux. La postérité paradoxale de Saint-Simon*, Paris, Presses universitaires de France.
- Musso P., 2006, *La Religion du monde industriel. Analyse de la pensée de Saint-Simon*, La Tour-d'Aigues, Éd. de l'Aube.
- Olivesi S., 2004, *Questions de méthode. Une critique de la connaissance pour les sciences de la communication*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Olivesi S., 2006, *La Communication au travail. Une critique des nouvelles formes de pouvoir dans l'entreprise*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Olivesi S., 2007, *Référence, déférence : une sociologie de la citation*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Rosa H., 2004, *Accélération. Une critique sociale du temps*, trad. de l'allemand par D. Renault, Paris, Éd. La Découverte, 2010.
- Sloterdijk P., 2009, *Tu dois changer ta vie*, trad. de l'allemand par O. Mannoni, Paris, Libella-Maren Sell, 2011.
- Trom D., 2012, « À propos de la "dignité" de la sociologie. Réponse à Fabien Granjon », *Sociologie*, vol. 3, 1. Accès : <http://sociologie.revues.org/1239>. Consulté le 10/04/16.
- Zénouda H., 2015, « Debord et les SIC », pp. 183-198, in : Raichvarg D., Bonnacorsi J., Bourdaa M., eds, *Arts et création au prisme des TIC*, Paris, Éd. L'Harmattan.